La ministre de la Réforme de l'État, Marylise Lebranchu, a présenté le 9 janvier en Conseil des ministres un décret relevant le traitement minimum des agents de la fonction publique. Une hausse qui découle de l'augmentation du Smic au 1er janvier. Celle-ci fait suite à la [revalorisation du 1er juillet 2012](#) qui était intervenue par anticipation en intégrant alors un "coup de pouce du gouvernement".

Désormais, les fonctionnaires travaillant à temps plein ne peuvent **en théorie** pas gagner moins de 1 430,76 euros brut par mois.

Le minimum des rémunérations de la fonction publique se situe maintenant à l'indice majoré 309 (soit une hausse d'un point d'indice). Par ailleurs, cette revalorisation conduit à une [révision indiciaire des premiers échelons de la catégorie C](#), afin de maintenir une progression du début de carrière des agents concernés.

Une nouvelle fois, il est mis en application un correctif sur le bas de la grille C qui tasse un peu plus la carrière des agents. Dans le même temps les agents dont la carrière progresse de façon ne voient pas les effets de leur avancement en termes de rémunérations.

Les autres catégories subissent d'ailleurs ce tassement, puisque aucun correctif ne leur est appliqué. **Le 1er échelon de la catégorie B est désormais à 101,65% du SMIC** (102% au 1er juillet dernier, 103% il y a un an, 105% il y a deux ans).

Pour la CGT Finances publiques, il est urgent de renégocier les grilles indiciaires toutes ensembles dans leur intégralité.

- [=A](#)
- [±A](#)
- [Version imprimable](#)
- [version PDF](#)

Leave this field blank